

A.C.I.R.E.Ph.

Association pour la Création d'Instituts de Recherche sur l'Enseignement de la Philosophie

REFORMER OU NE PAS REFORMER ?

par Henri Go

Professeur de philosophie à Draguignan (Var, France)

Paru dans *L'Agora*, Revue Internationale de Didactique de la Philosophie, n°7, septembre 2000.

Une prise de position vigoureuse, qui appelle des réactions...

On entend beaucoup dire qu'il faut préserver l'enseignement philosophique, et que jamais ne furent aussi rudes les attaques contre notre discipline. Contre les diaboliques projets ministériels, tous les professeurs semblent vouloir se serrer les coudes, mais l'on assiste à de curieuses gymnopédies de la part des plus conservateurs comme des plus progressistes pour faire cause commune ; le discours est le même dans tous les camps, dans toutes les familles philosophiques : citoyenneté, républicanisme, libre exercice de la pensée... Inquiétude présente dans la plupart des styles, des esthétismes, des singularités. Le cri d'alarme : on s'en prend à la philosophie ! Cette belle solidarité s'appuie sur l'idée d'une sublime communauté des esprits, mais qui nous dira la limite entre cette supposée communauté et le plus dérisoire corporatisme ? Si la défense de la philosophie n'était que celle d'une philosophie des professeurs ?

Il n'est pas difficile de déconcerter l'argumentaire professoral. Le principe en est l'excellence éthico-civique de cet enseignement, reconnu supérieur à tous les autres, puisqu'il " couronne " les études secondaires (*quid* de cette métaphore ?), enseignement d'ailleurs présumé essentiel à la sauvegarde de la République (plus que l'histoire, ou les lettres, ou les sciences...). Mais qu'en est-il de la *métanoïa* des élèves qui siègent dans nos salles de classe ? Quel signe les candidats donnent-ils de la mirifique liberté de penser par soi-même ? Quel bilan pouvons-nous tirer honnêtement de la lecture des copies du baccalauréat ? Quelle compréhension peut-on leur accorder de quelques " grands textes " (puisque la philosophie " est dans les textes ") ? Finalement en quoi la disparition même d'un tel enseignement dans le secondaire mettrait-il en péril depuis ses fondements la démocratie ?

Poser ces questions, c'est ce qui n'est pas tolérable par la communauté professorale, et l'on se verra accusé au moins de démagogie¹. On entend de bien grandiloquentes mises en garde dans les rangs chevronnés des professeurs, on entend de bien angoissantes descriptions d'une

¹ Je pense par exemple à l'article de monsieur Didier Cartier " Réforme de la philosophie, philosophie de la réforme ", paru dans la revue *L'enseignement philosophique* (n° 1, sept. 1999).

catastrophe annoncée. S'il ne s'agissait que de l'émoi d'une corporation dont Paul Nizan qualifiait les membres de "chiens de garde" ?

Ce qui me frappe dans l'actuelle controverse sur la question de la réforme, c'est l'innocence aussi bien de ceux qui voudraient conserver (l'école est, paraît-il, un "conservatoire") un système conçu pour des héritiers, que de ceux qui imagineraient infléchir efficacement ce système vers une plus lisible démocratisation. Je voudrais renvoyer ici le lecteur à la brève mais lumineuse analyse d'Yves Chevallard dans son introduction à *La transposition didactique*². Dans la pagaille de l'actuelle évolution du système d'enseignement, et dans la cohue des déclarations de toutes sortes qui émanent du corps des professeurs de philosophie, ce qui est frappant donc c'est que l'on ne s'éloigne pas de l'idée qu'un aménagement du contenu des notions au programme, voire des modalités d'évaluation, constitue un réel enjeu dans la période que nous traversons. En fait, les attentes que les uns et les autres placent dans une modification ou une refonte des savoirs à enseigner, ces attentes sont régulièrement déçues et indéfiniment reconduites. Les changements que l'on opère dans le système d'enseignement ne sont que des changements "thérapeutiques" (op. cit. p. 36-37), autant dire des ravalements de façade : "l'ordre didactique, qui ne se plie pas à nos désirs, avant d'être bon, doit tout simplement être possible".

Or, les instituteurs de programme ne savent pas suffisamment ce qu'ils font. Ceux qui conçoivent les programmes exercent leur normativité sans penser l'acte de transposition didactique qu'ils commettent. Nous en arrivons à la difficulté incontournable, au mur : quel est le savoir philosophique qu'il s'agit de reconnaître en tant que *savoir à enseigner* ? Je vois... tous les professeurs prétendent connaître la réponse. La réponse nous est d'ailleurs autoritairement indiquée par l'institution. Il n'est pas inutile de souligner la contradiction suivante : les I.O. veulent faire du professeur de philosophie "l'auteur" de son cours, mais on institutionnalise en même temps l'enseignement philosophique en refusant de l'ouvrir au risque d'une activité *instituant*e dans la pratique de l'étude (sous la fallacieuse crainte que le philosophe ne tourne à la "discussion de café" - mais alors le corps des professeurs de philosophie se fait bien peu confiance). L'actuelle dispute portant sur la réforme des programmes est une joute entre idéologues et lettrés. La question de l'évaluation nationale est elle-même troublée par la mauvaise foi qui inspire les propos des sectateurs du baccalauréat aussi bien que de ses détracteurs.

Il est spécieux de vouloir protéger la profession en redoutant un actuel "règne de droit de l'opinion". La profession entend sauver le professeur ; le professeur de philosophie refuse de déchoir au rang d'enseignant... Dans la série des faux-problèmes, celui-ci en est un remarquable. Sous couvert de déterminer les concepts, le philosophe tombe dans la manie, le tic intellectualiste. Comme si professer était plus digne, plus libre, plus vrai somme toute qu'enseigner. Enseigner serait sombrer dans l'obscurité pédagogique, professer serait faire acte de penser, cette pensée en laquelle on place sa foi (ou son idéologie) : n'est-ce pas là spéculation religieuse ? Ce n'est pas en sacralisant notre travail que nous produirons sa signification didactique. Qu'ils le gardent jalousement, ces templiers de la philosophie, leur titre de professeur

² Éditions *La Pensée Sauvage*, Paris, 1991, p. 11 à 37.

: cela suffira-t-il à rendre leurs élèves philosophes ? Car pour ces élèves, le devenir-philosophe ne se déduit pas des savants discours tenus par le professeur.

Même l'exercice de dissertation, aujourd'hui remis en question, ne peut être considéré comme indispensable à l'initiation de nos jeunes élèves³. L'existence et la pratique de la philosophie passent depuis un siècle en France par son enseignement scolaire. C'est précisément sur la nature de cet enseignement qu'il s'agit de s'interroger. Aujourd'hui, dans la crise du système scolaire, nous avons la possibilité de saisir une vérité de la philosophie, de son enseignement, de sa pratique.

Sauf à tourner la philosophie en une précieuse et vaine historiographie, ou encore en une perverse activité métalinguistique, philosopher reste, selon l'idée connue des anciens sages, une méditation sur notre consentement à être. Philosopher ne saurait être compris sans une vérification individuelle d'un certain nombre d'opérations spirituelles que nul ne peut faire à notre place. Comment admettre que la scolarisation même de la philosophie soit utile à obérer le sens qui légitime son activité ? Comment admettre que philosopher soit une activité simplement institutionnelle et disciplinaire (fût-elle légitimée par une mise en abîme du concept de culture) ? L'idée même devrait soulever en nous un sentiment de révolte. Qu'il faille réfléchir à la didactisation de la philosophie, cela est cependant une évidence : Yves Chevallard insiste sur la nécessité d'étendre l'épistémologie d'un savoir de l'étude des conditions de sa production à l'étude des conditions de son utilisation et de son enseignement⁴. Mais le problème est que la didactisation de la philosophie implique la question décisive de l'expérience d'être, qui est nécessairement une création individuelle. Cette expérience dit le moment où le sentiment et l'être se tiennent en une présence réelle. Philosopher n'a de cesse que cette présence advienne : hors de cette présence, tout est pour l'homme cruauté, tout est misérablement décevant. Il nous faut donc bien penser le cheminement didactique qui la conditionne mais peut efficacement conduire vers cette expérience, difficile à nommer, que la philosophie a nécessairement en vue, sauf à être changée en virtuosité mondaine de clerc, voire en minable nostalgie d'aristocratie.

On oublie trop que la philosophie est un entre-deux. Meilleure que " l'ignorance ", insuffisante quant à la connaissance. Comment ériger la demeure où l'on peut jouir du sentiment d'être ? Le philosophe est celui qui examine son ignorance à vivre, et s'étonne du plus grand des paradoxes : alors même que nous vivons pour vivre, vivre est la chose que nous savons le moins faire. La philosophie doit être l'enseignement d'une pratique d'émancipation de la pensée qui vise l'inconnu d'une émotion de présence, et didactiser la philosophie nécessite de s'interroger sur les façons de mettre en mouvement un authentique rapport à soi chez l'élève. Quels types d'institutions didactiques pourront le permettre ? Quelle doit être la conduite du professeur dans sa relation aux élèves ? Ce sont des questions qui engagent à des réflexions et des analyses plus radicales que celles qui agitent en ce moment le corps professoral.

³ Je me suis intéressé comme beaucoup de collègues au problème de l'enseignement de la dissertation, et me permets de signaler l'article écrit en commun avec le didacticien Gérard Sensevy, parue dans la revue *Année de la recherche en sciences de l'éducation*, 1998, PUF, et dans lequel nous présentons un travail sur la dissertation réalisé en Terminale SES.

⁴ op. cit. p. 210 et sq.

